



REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché public de services
-
CCAG Prestations intellectuelles

**Élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal
valant Programme Local de l'Habitat sur les
15 communes du territoire Vendée Sèvre Autise**

Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise

25, rue de la Gare
Oulmes
85 420 RIVES-D'AUTISE












Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. Date limite de remise des offres : 10 Juillet 2026 à 12 h

10 Juillet 2026 à 12h00

R.C. Élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat sur les 15 communes du territoire
Vendée Sèvre Autise

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme Local de l'habitat sur les 15 communes du Territoire Vendée Sèvre Autise.</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise 25 rue de la gare 85420 RIVES-D'AUTISE</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>www.marches-securises.fr</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue. Aucune variante autorisée n'est prévue. Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative. La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 71400000 : Services d'Urbanisme</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet de la consultation	4
1.2. Codes CPV	4
1.3. Délai d'exécution	4
ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
3.1. Procédure de passation.....	5
3.2. Allotissement	5
ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	5
4.1. Dossier de candidature.....	5
4.2. Sous-traitance.....	7
4.3. Groupements d'opérateurs économiques	7
ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	8
5.1. Présentation du dossier d'offre	8
5.2. Variantes.....	10
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	10
5.4. Délai de validité	10
ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
6.1. Jugement des offres.....	10
6.2. Auditions	11
ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS	13

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des services : Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme Local de l'habitat sur les 15 communes du Territoire Vendée Sèvre Autise.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 71400000 Services d'études

Code(s) CPV secondaire(s) :

1.3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution correspond :

- au délai maximal mentionné au Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- ou, s'il est inférieur, au délai sur lequel le titulaire du marché s'est engagé dans son offre.

Le délai d'exécution du marché court à compter de la réunion de lancement de la mission, dont la date prévisionnelle est escomptée entre début et mi-novembre 2026.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution de la prestation à tout moment, par ordre de service, sans que cette interruption ouvre droit à indemnité au profit du titulaire. La reprise sera prescrite, le cas échéant, dans les mêmes formes.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : www.marches-securises.fr

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Règlement de consultation
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes - La charte de gouvernance
- Le cadre de décomposition des temps par intervenant.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai

de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

3.2. Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir le marché pour les raisons suivantes :

* Les prestations ne sont pas susceptibles par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, de faire l'objet de lots différents.

3.3. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

www.marches-securises.fr

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres le 10 juillet 2026 à 12 h pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, soit avant le 24 juillet 2026, 12 h (toute question parvenant après cette date ne sera pas prise en compte.).

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

R.C. Élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat sur les 15 communes du territoire
Vendée Sèvre Autise

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.
2	Présentation d'une liste de références des principaux services similaires effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, la durée et le destinataire public ou privé

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics :

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- L'attestation de régularité fiscale ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- Les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- Les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- Les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
 - les attestations de régularité sociale et de vigilance ; - la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- L'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;

- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ; le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complétée et signée.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement solidaire, soit d'un groupement conjoint avec un mandataire solidaire de chacun des membres du groupement.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à

l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Par ailleurs, l'équipe du prestataire retenu devra présenter, **a minima**, des compétences **techniques et** générales dans les domaines suivants :

- urbanisme,
- habitat,
- architecture et paysage,
- environnement / agriculture,
- géomatique,
- animation.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

Numéro	Description
1	<p>L'Acte d'Engagement</p> <p>Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'Acte d'Engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.</p>
2	Le Relevé d'Identité Bancaire
3	<p>Le devis détaillé respectant les différentes phases (établi par le candidat)</p> <p>La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou équivalent sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format .pdf.</p> <p>Ce devis sous forme de tableau indiquera face à chaque prestation une durée (nombre de jours), un forfait (coût journalier par niveau de compétence et nombre de personne de chaque niveau) et le coût total correspondant ; les frais matériels, de secrétariat et de reprographie pourront être regroupés à part, sur une ligne particulière. Associé au cadre de décomposition des temps par intervenant, ce dispositif permettra de juger de la pertinence des temps et moyens consacrés à chacune des phases définies.</p>
4	<p>Le mémoire technique (20 à 30 pages maximum hors annexes)</p> <p>Le mémoire technique établi par le candidat devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le descriptif de la méthodologie qui sera employée pour l'exécution des différentes phases (modalités d'intervention, procédés de travail, répartition des tâches et temps de travail entre les différents membres de l'équipe pour chaque élément de la mission), notamment la prise en compte des échanges avec le pouvoir adjudicateur (informations, alertes...) ; • le nombre de réunions, détaillé par phases d'étude ; • les références du candidat, avec des exemples de livrables, notamment un ou plusieurs extraits de documents qu'il utilisera pour la prestation (présentations, rapports) ; • les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations pour chaque phase (composition de l'équipe proposée, qualifications/expérience, fonctions et curriculum vitae des intervenants...), et la répartition de de cette équipe pluridisciplinaire dans le cadre de décomposition des temps par intervenant ; • les moyens matériels et techniques que le candidat envisage de mobiliser pour la réalisation de l'étude et l'animation de la concertation, à la fois en termes de logiciels informatiques, d'outils cartographiques et tout autre moyen nécessaire pour mener la mission dans les règles de l'art ; • le calendrier prévisionnel de la mission, basé sur 3 à 4,5 ans de durée effective, intégrant les délais administratifs et de validation, ainsi que ses délais propres en tenant compte des disponibilités de chaque membre de son équipe ; • le montant de l'étude décliné selon les différentes phases ; • le montant forfaitaire d'une réunion supplémentaire en présentiel (incluant temps de préparation, frais de déplacement et rédaction du compte-rendu) ; • le montant forfaitaire d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation sectorielle supplémentaire (incluant l'ensemble des temps d'études et de réunions).
5	Le cadre de décomposition des temps par intervenant remis au Dossier de Consultation des Entreprises
6	Les déclarations de sous-traitance nécessaires le cas échéant

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, prenant cours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

6.1. Jugement des offres

Pour attribuer le marché, il sera tenu compte des critères pondérés suivants :

Numéro	Description	Pondération
1	Valeur technique	/70
1.1	<u>Efficiences de la méthodologie proposée</u> : - clarté, concision et niveau de précision de la démarche proposée, - organisation générale de la procédure, conduite des études et suivi - outils et méthodes de travail collaboratif, - modalités de concertation, nombre de réunions publiques, techniques et supports de communication - capacités générales d'animation, de présentation, d'approche pédagogique et de vulgarisation	/30
1.2	<u>Références du candidat en matière de documents de planification</u> , P.L.U., P.L.U.i. : références sur des études similaires, dans un contexte géographique et réglementaire analogue	/10
1.3	<u>Adéquation des moyens humains et matériels</u> affectés à la mission (composition de l'équipe, compétences, expérience, diplômes et qualifications nominatives, articulation, coordination des intervenants, ...)	/20
1.4	<u>Cohérence du calendrier prévisionnel</u> , répartition des délais respectifs de réalisation entre les différentes phases	/10
2	Prix Calcul de la note au regard de l'écart au moins-disant, selon la formule : Note = prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre examinée x pondération critère prix	/30

En cas d'égalité d'offres après examen de chaque critère, le candidat qui aura obtenu le meilleur résultat sur le plan de la valeur technique sera classée prioritairement.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base du devis détaillé établi par les candidats.

6.2. Auditions

Ce type de prestation a pour caractéristiques d'être intuitu personae et de comporter une forte dimension animation / management de projet. C'est pourquoi le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser des auditions en convoquant, au maximum, **les 3 candidats arrivés en tête du classement** suite à l'analyse des offres.

À ces auditions devront être présents le chef de projet du mandataire (en cas de groupement) et les principaux chargés de projet qui seront les **seuls interlocuteurs de la collectivité pendant toute la durée du marché**.

Le résultat des auditions viendra compléter l'analyse du mémoire méthodologique remis par chaque candidat.

L'audition portera sur tous les éléments de l'offre sauf sur le prix. L'objectif de ces auditions est d'obtenir plus de précisions sur la teneur des offres des candidats, conformément aux dispositions de l'article R.2161-5 du Code de la Commande Publique. Aussi, aucune négociation ne sera possible.

À titre informatif, ces auditions en présentiel pourraient se tenir courant de la semaine 37 (qui débute le 7 septembre).

Les candidats concernés seront convoqués la semaine précédente via la plateforme marchés sécurisés.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : www.marchessecurises.fr

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .PDF),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb), - Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde " .

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.

- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.
Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Nantes
Tél. : 02.40.99.46.00
Fax : 02.40.99.46.58
Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Nantes
Tél. : 02.40.99.46.00
Fax : 02.40.99.46.58
Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr

